



Expertise comptable
Commissariat aux comptes

1 avenue Alphand
94160 Saint-Mandé
mail : contact@so-expertise.fr
tél. : +33(1) 41 74 07 07
web : www.so-expertise.fr

Fédération Nationale des Observatoires Régionaux (FNORS)

Siège social : 62 boulevard Garibaldi
75015 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025



SAS au capital de 250 000 € - RCS Créteil 490 546 306 - Code NAF : 6920 Z - SIREN : 490 546 306 - TVA intracommunautaire : FR35 490546306
Société inscrite à l'ordre des experts-comptables de Paris Ile-de-France - Société inscrite à la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris
1 avenue Alphand - 94160 Saint-Mandé - tél. : +33(1) 41 74 07 07 - Coordonnées bancaires (IBAN) : FR76 3008 7338 3100 0804 0400 112 - BIC : CMCIFRPP

FNORS

Siège social : 62 boulevard Garibaldi
75015 PARIS

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025**

Aux membres de l'Assemblée Générale,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association FNORS, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

1 Fondement de l'opinion**1.1 Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

1.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

2 Justifications des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

La note 2.2.5 identifie le montant total des engagements retraite provisionnés à la clôture de l'exercice. Il a été évalué à 5 804 € au 31/12/2025 (charges sociales incluses) pour l'ensemble des salariés.

La note 3.2.1 de l'annexe spécifie le mode de calcul des fonds dédiés de l'association. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données, revoir les calculs effectués par l'association et s'assurer de la correcte évaluation des fonds dédiés. A la clôture de l'exercice 2025, les fonds dédiés s'élèvent à 146 263 €.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

3 Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Ces vérifications ont consisté à nous assurer de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration.

4 Informations relatives d'autres obligations légales et réglementaires

4.1 Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

4.2 Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

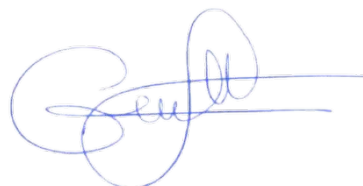
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Mandé, le 31 mars 2026



Orianne Gentillet
Commissaire aux comptes

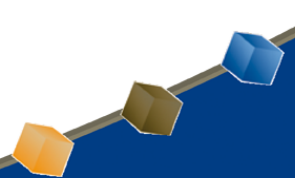
BILAN



	Brut	Amortissement et provisions	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles :				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	48 470,80	48 470,80		
Immobilisations incorporelles en cours, avances...				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Install. techniques, matériels et outillages industriels	77 182,99	70 605,55	6 577,44	10 065,79
Immobilisations corporelles en cours, avances...				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
Immobilisations financières :				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 694,03		10 694,03	10 306,42
TOTAL (II)	136 347,82	119 076,35	17 271,47	20 372,21
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances :				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	8 696,40		8 696,40	8 232,90
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	128 848,00		128 848,00	482 964,27
Charges constatées d'avance	15 716,97		15 716,97	25 704,07
Valeurs mobilières de placement :				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	465 236,65		465 236,65	219 832,49
TOTAL (III)	618 498,02		618 498,02	736 733,73
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et différences d'évaluation Actif (...)				
TOTAL GÉNÉRAL	754 845,84	119 076,35	635 769,49	757 105,94

	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise :		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	84 144,80	163 619,53
Excédent ou déficit de l'exercice	-20 462,98	-79 474,73
Situation nette (sous-total)	63 681,82	84 144,80
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	63 681,82	84 144,80
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	146 263,00	293 905,80
TOTAL II	146 263,00	293 905,80
PROVISIONS		
Provisions pour risques		5 079,00
Provisions pour charges	5 804,00	
TOTAL III	5 804,00	5 079,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	368 904,85	322 312,47
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	27 516,72	26 226,61
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	354,10	717,26
Produits constatés d'avance	23 245,00	24 720,00
TOTAL IV	420 020,67	373 976,34
Écarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	635 769,49	757 105,94

COMPTE DE RÉSULTAT



	Exercice au 31/12/2025	Exercice au 31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	100 000,00	100 001,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	196 544,03	120 925,00
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	330 000,00	663 088,00
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	147 642,80	214 041,00
Autres produits	123,62	59,26
Total I	774 310,45	1 098 114,26
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes (2)	607 916,54	739 120,87
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 447,00	
Salaires	112 953,06	93 019,33
Cotisations sociales	46 251,53	35 322,02
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 488,35	3 634,25
Dotations aux provisions	725,00	
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		293 905,80
Autres charges	25 003,09	23 336,43
Total II	797 784,57	1 188 338,70
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-23 474,12	-90 224,44



	Exercice au 31/12/2025	Exercice au 31/12/2024
1. REPORT RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-23 474,12	-90 224,44
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 452,14	7 371,71
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total III	3 452,14	7 371,71
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésor...		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	3 452,14	7 371,71
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-20 021,98	-82 852,73
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		8 616,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		4 020,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		4 596,00
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	441,00	1 218,00
Total des produits (I + III + V)	777 762,59	1 114 101,97
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	798 225,57	1 193 576,70
EXCEDENT OU DEFICIT	-20 462,98	-79 474,73
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ANNEXE



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I - Présentation et faits caractéristiques

Aucun fait caractéristique n'est à signaler sur l'exercice.

II - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1 - Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles comptables, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation. Ils ont été établis conformément aux règles comptables suivant les prescriptions du règlement ANC N°2018-06 relatif au Plan Comptable Général mis à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes, notamment les règlements ANC N°2022-06 du 4 novembre 2022 et ANC N°2023-03 du 7 juillet 2023.

L'évaluation des éléments inscrits est pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les modalités d'exploitation entre la date de clôture et la fin de nos travaux permettent de présumer de la continuité d'exploitation.

2.2 - Méthode d'évaluation

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC N°2022-06, relatif à la modernisation des états financiers, est applicable de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Par simplification, les transferts de charges constatés dans le compte de résultat de l'exercice précédent sont présentés, dans la colonne « Exercice N-1 », dans les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements).

2.2.1 - Immobilisations incorporelles

Les brevets et licences sont inscrits en immobilisations incorporelles et amortis sur une durée de vie moyenne de 3 ans.



2.2.2 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations qui est en général :

- constructions : linéaire ou dégressif sur 20 ans
- installations techniques matériel et outillage : linéaire sur 5 ans
- mobilier : linéaire entre 1 et 10 ans
- matériel de transport : linéaire entre 2 et 5 ans
- agencements : linéaire sur 10 ans
- matériel de bureau et informatique : linéaire ou dégressif de 1 à 4 ans.

2.2.3 - Immobilisations financières

Les titres de participation, les créances rattachées aux participations, les prêts, dépôts et cautionnements et autres créances immobilisées sont comptabilisés à leur coût historique. Si la valeur d'usage ou la valeur du marché est inférieure au coût historique, une dépréciation est constatée.

2.2.4 - Créances

Les créances ont été inscrites pour leur valeur nominale. Les créances douteuses ont été dépréciées par voie de provision, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.2.5 - Engagement en matière de retraite

L'entité a constitué une provision au titre des indemnités de départ en retraite à verser aux salariés en fin de carrière. L'engagement retraite d'un montant de 5 804,00 € est calculée selon les dispositions de la Convention Collective. Les calculs sont réalisés par salarié en prenant compte la quotité des droits acquis par les salariés à la clôture de l'exercice, en fonction de leur ancienneté à cette date et à la probabilité d'être présent dans l'entreprise au moment du départ à la retraite.

Les critères retenus sont les suivants :

- méthode calcul prorata temporis
- convention collective :
- évolution des salaires 3.5 %
- âge de départ 65 ans
- taux d'actualisation 2 %.

III - COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1 - Notes sur le bilan actif

3.1.1 - État de l'actif immobilisé

Les variations de l'actif immobilisé s'analysent comme suit :

Libellés	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	48 470,80			48 470,80
Immobilisations corporelles	77 182,99			77 182,99
Immobilisations financières	10 306,42	387,61		10 694,03
TOTAL	135 960,21	387,61		136 347,82

3.1.2 - État des amortissements

Les variations des amortissements se présentent de la façon suivante :

Libellés	Valeur brute début de l'exercice	Dotations	Reprises	Valeur brute fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	48 470,80			48 470,80
Immobilisations corporelles	67 117,20	3 488,35		70 605,55
TOTAL	115 588,00	3 488,35		119 076,35

3.1.3 - État des créances sur actif circulant et immobilisé à la clôture de l'exercice

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 153 261,37 € et le classement par échéance s'établit comme suit :



	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	8 696,40	8 696,40	
Autres	128 848,00	128 848,00	
Groupe			
Charges constatées d'avance	15 716,97	15 716,97	
TOTAL	153 261,37	153 261,37	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

3.1.4 - Comptes de régularisation

3.1.4.1 - Produits à recevoir

Ils sont répartis dans les postes suivants :

3.1.4.2 - Charges constatées d'avance (compte 486)

Les charges constatées d'avance comptabilisées en fin d'exercice s'élèvent à 15 716,97 €.

Elles correspondent, par nature, à des éléments qui concernent des charges ou des services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement.

3.2 - Notes sur le bilan passif

3.2.1 - Evaluation des fonds dédiés

L'évaluation des fonds dédiés est réalisée projet par projet, en fonction de l'état d'avancement des actions financées à la date de clôture. Elle tient compte, de manière globale, de l'affectation des moyens humains aux projets concernés et des travaux effectivement réalisés à cette date.

3.2.2 - Fonds propres

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	163 619,53	-79 474,73			84 144,80
Excédent ou déficit de l'exercice	-79 474,73	79 474,73	-20 462,98		-20 462,98
Situation nette	84 144,80		-20 462,98		63 681,82
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	84 144,80		-20 462,98		63 681,82

Variation des fonds dédiés	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
SP2	142 038,00		39 525,00			102 513,00	
PROPAMENCO	43 695,00		43 695,00				
INCA	46 151,00		46 151,00				
FIRAH	62 021,80		18 271,80			43 750,00	
Subventions	293 905,80		147 642,80			146 263,00	

3.2.3 - État des échéances des dettes

Le total des dettes, à la clôture de l'exercice, s'élève à 420 020,67 €. Il comprend à hauteur de 0,00 €, des emprunts et dettes financières, dont les échéances sont les suivantes :



- à un an au plus
- à plus d'un an et cinq ans au plus
- à plus de cinq ans

Toutes les autres dettes d'un montant de 420 020,67 € ont une échéance inférieure à un an.

3.2.4 - État des provisions

Désignations	31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice utilisées	Reprises de l'exercice non utilisées	31/12/2025
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Autres provisions pour risques					
Provisions pour charges					
Provisions pour pensions et obligations similaires	5 079,00	725,00			5 804,00
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour charges					
TOTAL	5 079,00	725,00			5 804,00

3.2.5 - Charges à payer

FR ACH.FACT.NON PARVENUES	37 397,60
DETTES PROV CONGES PAYES	11 234,30
CHARGES SOCIALES S/ PROV CP	5 912,92
DIVERS CHARGES À PAYER ET PRODUITS À REC	354,10

TOTAL	54 898,92
--------------------	------------------

3.2.6 - Produits constatés d'avance (compte 487)

Les produits constatés d'avance comptabilisés en fin d'exercice s'élèvent à 23 245,00 €.

Ils correspondent, par nature, à des éléments qui concernent des produits ou des services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement.

3.3 - Notes sur le compte de résultat et renseignements divers

3.3.1 - Honoraires commissaires aux comptes

Honoraires afférents à la certification des comptes	8 000,00
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	

3.3.2 - Effectif

L'effectif moyen au 31/12/2025 est de 3 salariés.

3.4 - Engagements financiers et autres informations

3.4.1 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.